

Commerces, écoles, transports, déserts médicaux : le gouvernement dévoile son plan "France ruralités"

De France Bleu

Jeudi 15 juin 2023 à 7:08

La Première ministre a dévoilé ce mercredi une série de mesures de son plan "France ruralités", qu'elle détaillera ce jeudi lors d'un déplacement dans la Vienne. Parmi les mesures annoncées, des aides pour développer les projets dans les villages ou des financements pour protéger la nature.

Comment améliorer le quotidien des Français qui vivent dans des zones rurales ? C'est tout l'enjeu du plan "France ruralités" que la Première ministre Elisabeth Borne va dévoiler ce jeudi après-midi [pendant un déplacement dans la Vienne](#). Il comportera **une quarantaine de mesures** concrètes dans les domaines de la santé, des transports ou de l'économie locale. Objectif : combattre le sentiment de relégation et de recul des services publics dans ces zones où vivent 22 millions de Français. Une partie de ce plan a été dévoilé dès ce mercredi.

*"Les habitants de ces territoires ont le sentiment que tout est plus compliqué pour eux (...). Je veux leur dire que la ruralité est une chance pour notre pays", a déclaré Elisabeth Borne [dans un entretien au Figaro](#) mercredi soir. Pour répondre aux enjeux spécifiques au monde rural, qui représente **22 millions d'habitants et 90% de la superficie de l'Hexagone**, la stratégie repose sur quatre axes.*

Des aides pour "revitaliser" les centres-villes et développer les commerces

Un programme "**Villages d'avenir**" de **15 millions d'euros** sera lancé pour aider les petites communes à mener à bien leurs projets, à l'instar des programmes de "revitalisation" des centres-villes comme "Action cœur de ville". Ainsi, 100 chefs de projets "ingénierie" seront déployés dans les préfectures, pour accompagner ces projets.

Face à la dégradation du bâti dans les centres-bourgs, une "prime de sortie de la vacance" d'un budget total de 5 millions d'euros sera mise en place pour remettre des biens immobiliers sur le marché de la résidence principale. Pour développer les commerces de proximité absents dans 20.000 communes, **les projets d'implantation seront soutenus "à hauteur de 36 millions d'euros sur trois ans"**, a précisé la Première ministre.

Le dispositif des zones de revitalisation rurale (ZRR) - qui permet aux entreprises, collectivités, etc. en zone rurale de bénéficier d'exonérations fiscales et sociales - sera pérennisé. Sa cartographie sera réformée pour toucher les communes les plus fragiles.

Déployer des services de mobilité "innovants et solidaires"

Côté transports, un fonds de **90 millions d'euros sur trois ans** permettra ainsi d'aider les collectivités à déployer des services de mobilité "innovants et solidaires" pour que les gens "*soient moins dépendants de leur voiture*".

Sur l'éducation, les élus ruraux auront par ailleurs **une visibilité "sur trois ans" en cas de fermeture de classe**, et 3.000 places seront créées dans les "*internats d'excellence*".

Parmi les mesures très attendues, les villages seront rémunérés grâce à la dotation "biodiversité" qui sera portée de 42 millions d'euros "à plus de 100 millions d'euros" afin de protéger les "aménités rurales", à savoir des espaces naturels protégés (parcs naturels), mais aussi des espaces n'ayant aujourd'hui aucune valeur marchande (forêts, étangs, sols) pour les communes. Les territoires ruraux "représentent des enjeux extrêmement importants en termes de puits de carbone, de transition agricole, de production d'énergies renouvelables et ce rôle (...) les place au coeur de la planification écologique", a commenté Matignon.

100 "médico-bus" partout en France

Pour l'accès aux soins, l'une des premières préoccupations d'un monde rural particulièrement touché par les déserts médicaux, le gouvernement va lancer 100 "médico-bus" **dotés de spécialistes, notamment des gynécologues**, là "où il est le plus difficile d'accéder" aux soins. En outre, le nombre de maisons pluridisciplinaires de santé passera de 700 à 1.400, a précisé Elisabeth Borne.

Ce plan arrive à un moment charnière pour les territoires ruraux, où les habitants ont à la fois le sentiment que les difficultés persistent, voire s'aggravent. *"Et simultanément, un certain nombre d'indicateurs montrent qu'on est dans un moment de 'renouveau rural' avec des territoires qui attirent"*, a souligné le cabinet d'Elisabeth Borne.

"Ce plan est une évolution forte de la reconnaissance de la ruralité et de ses besoins, mais aussi du service rendu à la nature, qui est une démarche nouvelle", a réagi Michel Fournier, président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), qui a travaillé étroitement avec le gouvernement sur le sujet. *"La grosse satisfaction, c'est qu'on revient à une politique d'aménagement du territoire qui avait été oubliée pendant de nombreuses années avec des territoires ruraux mis à l'écart pendant trop longtemps"*, a-t-il ajouté, saluant le *"gros travail"* de la ministre chargée de la Ruralité Dominique Faure.

"La ruralité est enfin prise en compte par le gouvernement et une première marche a été franchie, même si sur la santé, l'éducation, il faudra aller plus loin pour garantir une offre à hauteur des besoins", a estimé de son côté le sénateur Bernard Delcros (Union centriste), président du Parlement rural, une association de promotion du monde rural.